



VINCENT DE COOREBYTER
PROFESSEUR À L'ULB

Le « metaverse » de Facebook enfoncera encore plus les individus dans la dépendance technologique. Face à cette énième dérive du capitalisme, ce sont encore les parents, les écoles et les Etats qui vont écopier en devant jouer les régulateurs.

Les alibis du capitalisme

“

Alors que la COP26 nous rappelle les effets destructeurs du capitalisme planétaire, on nous rejoue avec le projet de *metaverse* de Facebook la même pièce qu'avec la 5G, l'intelligence artificielle, les drones, les cryptomonnaies, la reconnaissance faciale ou la géolocalisation qui transforme les smartphones en appareils espions. Sauf que, cette fois, on a affaire à un projet qui n'a même pas l'alibi d'une quelconque utilité.

Le *metaverse*, monde virtuel en 3D, nous propose de plonger dans un univers d'avatars au sein duquel on pourra jouer, comme ailleurs, mais aussi, selon Facebook, commercer, dépenser et travailler, c'est-à-dire vivre dans un monde de substitution qui ne sert à rien mais dont la fréquentation addictive devra rembourser les milliards de dollars d'investissement annoncés par l'entreprise. Du développement d'une économie parallèle incontrôlable à une épidémie de schizophrénie numérique, des intellectuels pointent déjà les dangers de ce projet. Mais il faut aller jusqu'au bout du raisonnement, qui conduirait à exiger des Etats qu'ils interdisent de proposer le *metaverse* au public.

Marx l'avait écrit dès 1867 : dans le capitalisme, tout ce qui peut prétendre répondre à un besoin devient marchandise (ou service), peu importe que ce besoin naisse dans l'estomac ou dans l'imagination, qu'il soit réel ou artificiellement construit, qu'il relève de l'indispensable ou du futile. Le principe du système, c'est que tout ce qui se vend est légitime *a priori* et doit pouvoir se répandre, indépendamment de son utilité, de sa qualité ou de ses effets pervers. L'éthique et l'Etat n'ont pas à s'en occuper, les consommateurs sont seuls juges.

Mais que se passe-t-il lorsque de nouveaux produits ou de nouveaux services font figure de boîtes de Pandore, font craindre que leurs effets délétères l'em-

portent largement sur leurs bienfaits ? Entre fatalisme et fascination technophile, on nous rappelle la liste des dignes qui doivent permettre d'éviter la catastrophe et qui commandent, dès lors, de commencer par laisser faire : la responsabilité individuelle, les parents, l'école et la régulation.

L'impossible mission assignée aux parents et aux écoles

Commençons par la responsabilité. La 5G va polluer de manière massive en multipliant les données véhiculées. Une fréquentation trop assidue des réseaux sociaux provoque des troubles psychiques, surtout chez les mineurs, ce dont ces réseaux sont conscients. On se doute déjà que le *metaverse* va mettre des utilisateurs fragiles en danger, puisque son but est de les river à cet univers parallèle 24 heures sur 24. Mais ce n'est pas grave : le consommateur est responsable ou censé l'être, il lui appartient d'apprendre le bon usage des outils qu'on lui propose, c'est à lui de maîtriser

sa consommation pour éviter qu'elle lui nuise ou qu'elle nuise à la collectivité. Le capitalisme, c'est la liberté de choisir ce que l'on fait de son temps et de son argent : vous n'allez quand même pas en priver nos consommateurs ?

Bien sûr, dans certains cas, il y va de nos enfants, qui méritent une attention particulière. Ou de la civilisation, lorsque le fonctionnement algorithmique des réseaux sociaux les transforme en vecteurs de haine ou de désinformation. Mais la parade est toute trouvée : les parents et l'école doivent éduquer les enfants et fabriquer ces adultes responsables dont je parlais au point précédent. Que les parents expliquent à leurs enfants le bon usage d'internet, les pièges à la pornographie numérique, les moyens d'éviter le harcèlement en ligne, le nombre d'heures de fréquentation des réseaux à ne pas dépasser... Et que l'école donne des cours d'éducation aux médias, qu'elle enseigne le bon et le mauvais usage des *likes*, qu'elle alerte sur les effets pervers de la surconsommation, qu'elle forme, elle aussi, des adultes responsables qui éviteront que le système se retourne contre eux...

En réalité, les parents n'ont pas que cela à faire, ne sont pas armés pour relever ces défis, font face à des enfants dont ils n'ont pas envie de brider les désirs et sont souvent eux-mêmes, tout adultes qu'ils sont, des consommateurs assidus des technologies qu'on les invite à éloigner de leurs rejetons. Quand Netflix fait tout pour nous donner envie d'avaloir cinq épisodes d'une série en une nuit, il n'aide pas les parents à jouer les contrefeux. Quant à l'école, elle croule sous les missions d'éducation « citoyenne » : on lui demande de parer à tous les maux sans qu'elle en ait le temps (l'horaire n'est pas extensible), les compétences (qu'elle se débrouille pour inventer les cours et les pédagogies adaptées à ces enjeux) et les moyens (il faut des enseignants formés à

ces défis, alors que la pénurie de profs croît d'année en année).

Agir avant qu'il soit trop tard

Reste enfin l'alibi suprême : la régulation par l'Etat. On commence par laisser faire, on observe, on constate les dégâts et, quand ils s'avèrent trop lourds, on se demande comment réguler. Sauf que, dans l'intervalle, le phénomène que l'on tente de circonscrire s'est solidement installé, des habitudes sont prises, des emplois sont en jeu : y toucher devient difficile, et un lobbying intense bride l'intervention publique.

On raisonne comme si force allait rester à la loi, comme si les Etats étaient plus puissants que les entreprises, alors que c'est l'inverse. Les entreprises lèvent des capitaux en Bourse, décident en petit comité et versent des salaires élevés pour s'offrir les meilleurs cerveaux : elles possèdent une réactivité et une détermination qui rend leurs stratégies redoutables. Les Etats, eux, doivent trouver des budgets pour développer leurs politiques, décident au terme d'un processus législatif qui prend des années et qui doit triompher de divisions partisans, et doivent respecter des règles statutaires et des plafonds salariaux lors de leurs recrutements : ils sont plus lents, plus divisés et moins réactifs que les entreprises, qui gardent un temps d'avance. Face aux géants de la technologie, se fier à la régulation étatique revient à laisser un éléphant se balader dans un magasin de porcelaine en lançant une patrouille de souris à ses trousses.

Bien entendu, on va me répondre que la réalité est ainsi faite et que l'on n'y peut rien, sauf à verser dans une économie dirigée dont personne ne veut. Le défi, effectivement, est colossal. Mais verser dans le fatalisme serait suicidaire : qu'on le veuille ou non, il faut parer aux effets destructeurs du système, et le faire avant qu'il soit trop tard.



CE JEUDI, LA CHRONIQUE
#VISAPOURLAFLANDRE
DE BÉATRICE DELVAUX,
EDITORIALISTE EN CHEF



Alors que la COP26 vient de s'ouvrir, les annonces venant des Etats-Unis seront scrutées avec attention. Mais il y a sans doute moins à attendre du gouvernement américain que de son industrie.

Eric Chol

Directeur de la rédaction de « L'Express »

Je pense qu'il est peu probable que l'entreprise change si Mark Zuckerberg reste à la tête du géant des réseaux sociaux. Facebook serait plus fort avec quelqu'un qui est prêt à se concentrer sur la sécurité

Frances Haugen

Ancienne employée de Facebook, lanceuse d'alerte

”



ABONNÉS



La procédure d'arbitrage des différends opposant les investisseurs aux Etats pourrait-elle mettre en cause la politique climatique de l'UE ?

Cette semaine, la chronique de Carta Academica est rédigée par Nicolas de Sadeleer (professeur ordinaire à l'Université Saint-Louis, chaire Jean Monnet), qui développe la notion d'arbitrage comme clé de voûte de la protection des investissements.